L'ORDRE DU JOUR DU SOMMET DE HALIFAX

Priorité

C'est la troisième fois que le Canada accueille

le sommet économique du G-7.

On n'organise pas une rencontre au sommet du jour au lendemain. Il faut des mois de planification et de consultations avant même que les dirigeants du G-7 ne se retrouvent face à face autour d'une même table. Une bonne partie des travaux préliminaires est assurée par les « sherpas », c'est-à-dire les représentants personnels des dirigeants, qui se réunissent au moins à trois reprises avant chaque sommet pour préparer l'ordre du jour et préciser les questions qui y seront inscrites.

Au sommet de Naples, les participants ont indiqué que la rencontre de Halifax serait axée sur les moyens à prendre pour qu'au XXI siècle, l'économie

mondiale soit en mesure de concilier le développement durable à la création de bons emplois, à une croissance économique saine et à un accroissement des échanges commerciaux, afin d'augmenter la prospérité et le bien-être des nations du G-7 et du monde entier. Dans le cadre de ces discussions, les participants se pencheront sur le rôle et la structure des grandes institutions économiques, soit la Banque mondiale, le FMI, l'OMC et le reste.

Comme le chef du gouvernement du pays d'accueil préside le sommet, il reviendra au premier ministre, M. Jean Chrétien, d'assumer cette fonction à Halifax.

QUESTIONS POLITIQUES

L'ordre du jour politique sera lui aussi particulièrement chargé. Le premier ministre a indiqué que le président russe, Boris Eltsine, prendrait part aux discussions politiques sur un pied d'égalité avec les autres membres du G-7. Les participants s'attarderont sur certains des points chauds de l'heure – Bosnie-Herzégovine et ex-Yougoslavie, Algérie et Afrique du Nord, Rwanda et Burundi, Somalie... Ils s'entretiendront en outre de la réforme de l'ONU et de questions mondiales telles que la non-prolifération des armes nucléaires, le trafic des stupéfiants, l'environnement, les droits de la personne et les migrations.

À la fin de chaque sommet est émis un communiqué dans lequel sont résumées les discussions des dirigeants et les décisions qu'ils ont prises. Parfois, le communiqué renferme un énoncé d'objectifs ou de principes. Celui de Naples, par exemple, dit ce qui suit :

« Nous sommes vivement préoccupés par le développement du crime transnational organisé, notamment du blanchiment de l'argent, et par l'utilisation de procédés illicites pour prendre le contrôle d'entreprises légales [...] Nous sommes résolus à renforcer la coopération internationale pour faire face à cette situation. Nous accueillons avec satisfaction la tenue à Naples en octobre prochain de la Conférence des Nations Unies sur le crime transnational organisé. »

Dans d'autres cas, le communiqué esquisse une action plus précise. Citons encore une fois le communiqué de Naples : « Nous proposons au Gouvernement ukrainien un plan d'action pour la fermeture de Tchernobyl. [...] À titre de mesure supplémentaire, nous sommes prêts à fournir pour le programme ukrainien un montant initial pouvant aller

jusqu'à 200 millions de dollars sous forme de dons, comprenant un abondement du fonds de sûreté nucléaire à cet effet. »

Les sommets du G-7 offrent au Canada une tribune privilégiée d'où il peut influer sur les politiques visant les problèmes économiques et politiques dans le monde. En joignant ses efforts à ceux d'autres pays, il peut obtenir de bien meilleurs résultats qu'en faisant cavalier seul.

RETOUR A UNE FORMULE PLUS SIMPLE

À leurs débuts, les sommets du G-7 étaient de simples rencontres informelles. Ces dernières années, toutefois, ils sont devenus des événements hypermédiatisés qui attirent des milliers de représentants de la presse. Avec tous ces journalistes, dont chacun a un reportage ou un article à faire, les sommets économiques peuvent prendre l'allure d'un cirque. La quantité de mots produite par la presse est souvent sans commune mesure avec la réalité, ce qui peut créer l'impression qu'il y a beaucoup de bruit et de fureur mais peu de substance. Avec tous ces affamés de l'information sur place, il est difficile de résister à la tentation de se lancer dans de grandes dépenses afin de créer une bonne impression. Le coût total peut atteindre des proportions astronomiques. Au sommet de Tokyo en 1993, par exemple, on avait mobilisé pas moins de 36 000 policiers pour protéger les participants. Au sommet de Londres en 1991, il a fallu s'occuper de 3 000 journalistes accrédités. Le sommet de Versailles en 1989 s'est déroulé dans le contexte des célébrations fastueuses du bicentenaire de la Révolution française.

Le premier ministre souhaite toutefois que la rencontre de Halifax soit plus modeste. Il promet que ce sommet sera plus simple et reviendra peut-être à ce qu'il était au départ, c'est-à-dire une rencontre au cours de laquelle les dirigeants du G-7 peuvent se pencher sur diverses questions d'intérêt commun dans une ambiance plus informelle et plus détendue. Le sommet de Halifax sera donc plus centré sur les questions à l'ordre du jour et comportera moins de cérémonies symboliques, Les dirigeants pourront ainsi passer plus de temps en discussions informelles.